

Editorial

Salutations de Bonn !

Le déménagement du secrétariat de l'EADI de Genève à Bonn a eu lieu au début de l'année 2000 ; nous avons été très heureux de pouvoir accueillir à la fois les membres de notre Comité exécutif et les responsables de nos Groupes de travail dans les nouveaux locaux en décembre. Selon leurs recommandations et décisions, nous avons lancé un nouvel instrument de communication, les Cyber-nouvelles (la version électronique de la Lettre d'information de l'EADI) . Cette version électronique de notre Lettre d'information sera produite 4 fois par an ; la version imprimée elle sera publiée deux fois par an. Après avoir raffermi notre travail routinier, nous avons maintenant atteint notre vitesse de croisière et nous sommes en train de réaliser notre Programme de travail 1999-2002. Les points saillants et les principales activités sont mentionnés dans ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI.

« L'Europe et le Sud au 21e siècle : défis et coopération renouvelée » : c'était là le titre de notre 9e Conférence générale, qui s'est tenue à Paris en septembre 1999. Le numéro-ci de la Lettre d'information de l'EADI reprend l'invitation pour notre 10e Conférence générale: « Elargissement de l'UE vers l'Est - Implications pour les stratégies de développement et la coopération au développement au 21e siècle ».

L'agenda politique pour les pays qui veulent accéder à l'UE a été décidé, l'acquis communautaire des membres actuels du club – la marque commune – en est en quelque sorte le seuil. Mais comment ce processus va-t-il affecter les peuples du Sud vivant dans la pauvreté ? Notre thème de conférence tient compte des réalités actuelles : l'Europe n'est plus un bloc monolithique de pays avec des intérêts convergents, mais nous avons maintenant une compétition entre des parties fortes et des intérêts bien déterminés au sein du vieux continent ; et d'autre part, il y a des inquiétudes très fondées au sein des pays les moins développés entourant la 'forteresse européenne'.

Une décade après la fin de la guerre froide, avec ses rivalités antagonistes des deux blocs

politiques, les pays du Sud ressentent et craignent une négligence grandissante comme étant le prix qu'ils ont à payer pour l'intégration pacifique de l'Est dans le système global de l'Ouest régi par les forces du marché et les différentes lignes de partage.

Nous espérons recevoir vos intéressantes contributions à cette réflexion et ce débat, et nous aimerions profiter de cette occasion pour vous inviter à cet événement spécial. Ainsi donc, venez avec nous du 19 au 21 septembre 2002 à Ljubljana, la charmante capitale de la Slovénie. Ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI contient un aperçu du programme, et – ceci est plus important pour nos membres et les autres chercheurs intéressés et experts en questions du développement – , il contient aussi l'appel à soumettre des documents sur le thème.

Le deuxième thème principal de ce numéro est une collection de contributions qui ont eu lieu à l'Atelier de l'EADI qui s'est tenu en avril cette année. Il a été préparé et organisé par notre Groupe de travail 'Genre et Développement' et avait pour but d'analyser les processus de restructuration économique et sociale et leur impacts sur les femmes dans le contexte de la mondialisation.

Pour à l'EADI, en tant qu'association de professionnels de la recherche et de la formation sur le développement, tout le thème de la politique de recherche dans l'Union européenne, mais aussi dans les pays individuels, est de la plus grande importance. Lorsque nous analysons les activités d'évaluation dans les différents pays, nous nous rendons compte qu'il y a des tendances qui non seulement vont à l'encontre de nos propres intérêts institutionnels, mais – et c'est plus important – on voit aussi se développer des tendances d'ignorer la vaste richesse d'expériences et de compétences que nos partenaires du Sud peuvent amener dans ce débat de politique. Dans ce scénario les deux positions extrêmes semblent être soit 'réinventer la roue', soit 'je fais à ma façon'. Nous voulons regarder plus loin que le bout de notre nez, et nous essayons de stimuler des échanges et des débats en présentant des exemples récents et concrets venant de plusieurs pays.



En examinant le travail de nos ministères et l'implémentation de l'aide au développement canalisée par les différentes organisations et les mécanismes de distribution, nous devons faire le point sur notre propre travail. 'La qualité en premier lieu !' : tel était le principe sous-jacent à nos efforts pour rendre nos propres outils plus efficaces et efficients. En nous concentrant sur nos Groupes de travail, vu qu'ils fournissent vraiment le sang de notre association, nous avons eu tout un processus intense d'analyse et d'évaluation de leurs résultats et de leur valeur en tant que tels. Nous aimerions d'abord remercier tous ceux qui ont donné de leur temps et de leur énergie pour contribuer à raffermir le très bon profil et l'excellente réputation dont jouit l'EADI actuellement. Nous voyons cependant la nécessité d'avoir un nombre bien sélectionné de Groupes de travail agissant de façon dynamique et étant bien gérés. Le rendement qu'on attend d'eux devra aller de pair avec celui d'autres groupes et institutions, dans une communauté mondialisée et hautement compétitive d'experts, de décideurs de politique, de bailleurs de fonds et de spécialistes.

La nouvelle version des 'Lignes de conduite pour les Groupes de travail de l'EADI' ainsi que la lettre explicative de notre Présidente Sheila Page, sont des documents de référence. Ceux qui sont intéressés à s'engager plus intensément à travailler avec l'EADI sont invités à les lire attentivement et à faire des propositions.

Rappelez-vous que notre profil et notre dynamisme dépendent de nos membres et que c'est ainsi que vous pourrez contribuer à ce que l'EADI reste un label de toute première qualité !

Thomas Lawo
Mél: lawo@eadi.org

10e Conférence générale de l'EADI

Ljubljana, 19 au 21 septembre 2002

Elargissement de l'UE vers l'Est - Implications pour les stratégies de développement et la coopération au développement au 21e siècle

L'EADI, l'association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement, va tenir sa 10e Conférence générale du 19 au 21 septembre 2002 à Ljubljana en Slovénie.

La Slovénie est un des pays de l'Europe Centrale, de l'Europe Orientale et de l'Europe du Sud-est qui se préparent à accéder à l'Union européenne. Une Conférence de l'EADI à Ljubljana en ce moment critique de l'histoire de l'Europe pourrait être en mesure de focaliser l'intérêt de la communauté universitaire et du grand public des deux côtés de l'ancien rideau de fer sur un thème d'importance majeure à la fois pour les pays qui vont accéder et pour l'UE.

Deux de ces thèmes sont évidents :

- Pour les pays de l'Europe Centrale et Orientale, l'impact que leur accession à l'UE va avoir sur leur économie et leur développement politique.
- L'impact que l'accession de plusieurs pays qui ont un grand nombre de caractéristiques communes avec les pays en développement va avoir sur les relations commerciales et la coopération au développement de l'Europe avec les pays en développement.

L'élargissement à l'Est va toucher directement ces deux groupes de pays ; par exemple par les interventions de nouveaux pays membres qui auront de nouveaux intérêts, et indirectement par son impact sur la politique centrale de l'UE, par exemple la Politique agricole commune et d'autres politiques régionales et structurelles.

En coopération avec les comités concernés à l'EADI, l'Institut de Recherche Economique

de Ljubljana, un institut membre actif de l'EADI, est responsable de l'organisation de la Conférence.

Plus de 10 ans après la chute du Mur de Berlin et la désintégration du Bloc Oriental, les temps sont mûrs pour tenir une Conférence générale de l'EADI à l'est de l'ancien rideau de fer. En 1981, nous avons eu une Conférence générale à Budapest, c'était la seule de nos conférences qui a été organisée en Europe Orientale depuis la fondation de l'EADI en 1975. 22 ans après, la Conférence de Ljubljana sera la seconde de l'histoire de l'EADI qui se tiendra en Europe Orientale - malgré le fait que l'EADI a toujours eu des membres actifs en Europe Centrale et Orientale. Le gouvernement de Slovénie a déjà promis un important soutien à la conférence, et nous sommes en train d'affermir son financement par d'autres sources.

Pour l'EADI, la Conférence de Ljubljana de septembre 2002 sera un événement arrivant au bon moment ; il servira de lieu de rencontre où des experts, des boursiers, des chercheurs et des politiciens venant à la fois des pays membres de l'UE, et des pays de l'Europe Centrale et Orientale récemment invités peuvent discuter de toutes les questions qui sont cruciales pour la phase du processus d'élargissement et ses implications pour les pays en développement.

Nous prévoyons une foule de conférences, de séminaires et d'ateliers qui porteront sur tous les aspects de l'accession des pays de l'Europe Centrale et Orientale à l'UE. La Conférence générale de l'EADI de 2002 sera réellement unique, dans le sens qu'elle combinera les thèmes liés à la question de l'élargissement à

ceux des relations Nord-Sud. Bien entendu, ces deux aspects des relations extérieures de l'UE sont intrinsèquement liés, et les contributions à la conférence et aux discussions dans ses diverses sessions mettront en lumière les liens qu'il y a entre ces deux domaines.

En se penchant sur le processus compliqué et pas exempt de conflits de l'élargissement de l'Union à l'Est, nous sommes convaincus que cela serait un bon investissement dans le futur que de faire se rencontrer les citoyens et les institutions des anciens et des nouveaux pays membres. L'EADI se considère comme un de ces réseaux ; en effet, elle combine la recherche sur le développement et la formation des capacités dans tous les pays européens pour identifier et trouver des types de réponses aux nouveaux défis que l'Europe et le monde en développement va rencontrer suite à une intégration européenne plus étendue et plus profonde.

Jun 2001

Sheila Page, Présidente
Overseas Development Institute,
Londres

Jürgen Wiemann, Vice-président
Institut Allemand pour la Politique de
Développement
Bonn

Site Web

L'horaire détaillé de la Conférence générale et la description claire des thèmes des séances plénières et des sessions semi-plénières découlant du thème général sont actuellement préparés par le Sous-comité qui, sous la direction de Jürgen Wiemann de l'Institut Allemand pour la Politique de Développement, la prépare au nom du Comité exécutif de l'EADI. Vous serez tenus au courant par la Lettre d'Information de l'EADI et par le site de la Conférence sur www.eadi.org. Ce site vous offrira des informations régulières sur la préparation de la Conférence, les intervenants, les documents, le Comité scientifique, les modalités d'inscription et le lieu de conférence.



Maison Art Nouveau à Ljubljana, Slovénie

Appel aux Documents

Les chercheurs sur les questions de développement sont invités à présenter des documents pour la 10e Conférence générale de l'EADI. Ces documents doivent être en relation avec les thèmes globaux de Conférence, ou avec une de ses composantes.

Le type d'approche du thème peut être théorique, ou bien être lié à un domaine concret particulier ou une discipline spéciale. Les documents peuvent voir référence à un pays particulier et/ou un pays en transition, et ils peuvent concerner les relations entre les différents pays et groupes de pays ou régions (par ex. : les pays de l'UE et les ACP).

Procédure de soumission de documents de conférence

(Les documents ou résumés peuvent être soumis en anglais ou en français)

- Les auteurs doivent envoyer un résumé d'UNE PAGE, indiquant clairement le titre et les objectifs de la communication ainsi que la méthodologie suivie. Le nom de

l'auteur, son attache institutionnelle, son adresse postale et électronique ainsi que ses numéros de téléphone et de télécopie doivent être clairement indiqués. Tous les résumés devront si possible être envoyés par courrier électronique (format RichText). La date limite pour l'envoi des résumés au secrétariat de l'EADI est le 28 février 2002.

- Les auteurs seront informés par le secrétariat au plus tard le 30 avril 2002 de l'acceptation de leur proposition.
- Si leur résumé est accepté, les auteurs devront faire parvenir leur TEXTE COMPLET au secrétariat de l'EADI avant le 30 juin 2002.

Les conditions suivantes devront être remplies pour que la communication définitive soit prise en considération :

- Le texte ne doit pas excéder 8000 mots.
- Sur la page de couverture on trouvera les informations suivantes : titre de la communication, nom de l'auteur, attache institutionnelle, adresse postale et électronique, numéro de téléphone et de télécopie.
- Le résumé sera reproduit en début du texte définitif.
- La bibliographie sera placée en fin de texte, et les notes en bas des pages correspondantes.
- L'auteur devra envoyer au secrétariat de l'EADI quatre (4) exemplaires de sa communication ainsi qu'une version sur disquette (en Word ou en format RichText)

Même si un résumé a été accepté lors de la première sélection, l'EADI se réserve le droit de refuser une communication finale si sa qualité est jugée insuffisante. Les auteurs présenteront leur communication pendant la conférence lors de séances réservées aux groupes de travail. On demande aux auteurs d'indiquer le groupe de leur choix, mais la décision finale reviendra au Comité scientifique.

Sous-comité 'Conférence générale'

Jürgen Wiemann
German Development Institute (GDI)
Tulpenfeld 4
D - 53113 Bonn, Allemagne
Tél: (+49) 228 949 27 112
Fax: (+49) 228 949 27 130
Mél: jwiemann@die-gdi.de

Peter Stanovnik
Institute of Economic Research (IER)
University of Ljubljana
Kardeljeva Ploščad 17
1000 Ljubljana, Slovenia
Tél: (+386) 1503-810
Fax: (+386) 1503-874
Mél: stanovnikp@ier.si

Secrétariat de l'EADI

Kaiser-Friedrich-Strasse 11
D - 53113 Bonn, Allemagne
Tél: (+49) 228 26 18 101
Fax: (+49) 228 26 18 103
Mél: postmaster@eadi.org

Qualité d'abord ! Vers une restructuration des Groupes de travail de l'EADI.

Appel à proposer de nouveaux Groupes de travail

Chères/chers collègues,

Les groupes de travail fournissent le sang de notre association. C'était là le point de départ de plusieurs discussions entamées au Comité exécutif l'an passé. Lors de sa rencontre de décembre 2001 à Bonn, le Comité a décidé de passer en revue la situation des Groupes de travail. Vu le large manque de clarté concernant la façon dont ils fonctionnent et concernant leurs activités réelles, nous avons décidé de renouveler nos Groupes de travail, en portant une attention toute particulière à leur qualité et à l'importance de leur rendement. Pour cela, nous avons besoin de clarifier leurs critères d'évaluation et leurs méthodes de mise en place. Cette lettre vous informe sur le suivi de ces décisions et vous invite à soumettre vos propositions de nouveaux groupes de travail.

A l'avenir, c'est le Comité exécutif de l'EADI qui les installera formellement, et qui évaluera régulièrement leurs résultats. En tenant compte des propositions faites à la réunion de décembre 2001, le Comité exécutif d'avril 2001 a adopté de nouvelles lignes de conduite pour les Groupes de travail et il a décidé que tous les Groupes de travail existants seront invités à se conformer à ces lignes de conduite. Nous espérons que cette action permettra aux Groupes de travail actuels de repenser leurs objectifs et aux nouveaux Groupes de se mettre en place d'eux-mêmes.

Afin que les Groupes de travail aient suffisamment de temps pour préparer un programme de travail avant la prochaine Conférence générale, qui se tiendra en septembre 2002, et pour permettre au Sous-comité des Groupes de travail de se pencher sur ce qui va être un nombre anormal de demandes, nous vous demandons de bien vouloir faire parvenir vos demandes bien avant la date limite mentionnée sur le document standard des lignes de conduite pour demandes de reconnaissance.

Ceux qui désirent être responsables de

Groupes de travail sont invités à envoyer par messagerie électronique leur demande avant le 1er septembre 2001. Notre Sous-comité des Groupes de travail va ensuite les analyser et les envoyer - avec ses recommandations - à notre Comité exécutif avant le 1er novembre. Le Comité exécutif va alors les examiner à sa réunion du 17 novembre à Prague, à laquelle les responsables des Groupes de travail existants seront de nouveau invités. Les Groupes de travail qui ne désirent pas faire de demande pour continuer leur travail, et ceux qui n'auront pas été approuvés ne seront plus considérés comme étant des Groupes de travail de l'EADI à partir du 31 décembre 2001.

Nous espérons lire bientôt vos demandes, et nous vous remercions déjà pour votre collaboration. Nous sommes convaincus que les nouveaux Groupes de travail vont renforcer l'EADI et affermir la qualité de son travail.

Nous espérons que les lignes de conduite pour les trois types de Groupes de travail sont claires, et que les critères n'apparaissent pas trop comme étant bureaucratiques. Si vous avez des questions à ce sujet, veuillez contacter soit le secrétariat, soit un responsable de groupe, soit moi-même.

Dans ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI vous trouverez une description de notre prochaine Conférence générale. A la réunion d'avril du Comité exécutif, nous avons été très heureux d'accepter l'invitation de l'Institut pour la Recherche Economique de tenir celle-ci à Ljubljana du 19 au 21 septembre 2002. Le thème sera : Elargissement de l'UE vers l'Est : Implications pour les stratégies de développement et la coopération au développement au 21e siècle. Nous savons que vous essayez d'y assister et que allez faire de la publicité pour cette conférence auprès de vos collègues. Nous espérons aussi que le thème de la Conférence générale et que certains des thèmes spéciaux qui sont proposés vont vous

aider à planifier une bonne participation de Groupes de travail.

Meilleures salutations,



Sheila Page, Présidente

Contact :

Overseas Development Institute
Mél. : s.page@odi.org.uk

Secrétariat de l'EADI

Mél: postmaster@eadi.org

Lignes de conduite pour les Groupes de travail de l'EADI

(Amendées par le Sous-groupe chargé des Groupes de travail après la réunion du Comité exécutif de Noordewijkerhout aux Pays-Bas du 21 avril 2001)

Les Groupes de travail sont des entités constituantes de notre association, c'est à leur niveau que les activités intellectuelles sont menées entre les Conférences générales périodiques. Ils jouent un rôle important dans le travail de la Conférence elle-même. Les Groupes de travail se focalisent sur des domaines thématiques ou sur des aspects fonctionnels. Chaque Groupe est composé de chercheurs ou de professionnels venant de plusieurs pays membres de l'EADI.

Les lignes de conduite expliquent :

- . les aspects constitutionnels des Groupes de travail et leurs relations avec les autres parties de l'EADI.
- . les rôles des Groupes de travail.
- . l'organisation des Groupes de travail.
- . comment l'EADI soutient les Groupes de travail.
- . les procédures de mise en place de Groupes de travail.

Si vous désirez soumettre des propositions, veuillez SVP télécharger les Lignes de conduite du site de l'EADI sur la toile.
Le site est : www.eadi.org.
Vous pouvez aussi les obtenir auprès du Secrétariat.

Genre et Mondialisation : Processus de Restructuration Sociale et Economique

Atelier du Groupe de travail de l'EADI 'Genre et développement'

20 et 21 avril 2001, Noordwijkerhout, Pays-bas

Le Groupe de travail Genre et développement a organisé conjointement avec le Comité exécutif de l'EADI un atelier sur « Genre et mondialisation : processus de restructuration sociale et économique » les 20 et 21 avril 2001 à Noordwijkerhout aux Pays-Bas. Il a été cofinancé par le CERES, l'Institut Belle van Zuylen, le RAWOO (Conseil consultatif de recherche sur les questions de développement), l'Université de Twente (Groupe technologie et développement et Bureau d'émancipation / Freutelpot) et l'Université d'Amsterdam (Conseil d'Administration / CvB).

Le thème de la session Genre et mondialisation : processus de restructuration sociale et économique a été abordé en quatre parties, dans le but de démontrer combien le genre est intrinsèquement lié à la mondialisation au niveau macro, méso et micro.

Dans la première partie, sur Mondialisation, politique macro-économique et genre, Irene van Staveren nous a présenté un nouveau domaine de recherche : la finance mondiale et le genre. Elle a parlé des préjugés de genre qui existent dans la finance mondiale ainsi que du rôle que les organisations de femmes peuvent jouer dans la transformation des institutions majeures de finance (FMI, Banque Mondiale) dans le secteur du marché financier. La deuxième partie sur Marchés de l'emploi, genre et politiques sociales a malheureusement dû être supprimée pour cause de maladie de Stéphanie Barrientos et Amrita Chhachhi. C'est pourquoi la troisième partie Restructuration locale et économies liées au genre est devenue la deuxième partie. Petra Dannecker nous y a présenté la féminisation de l'emploi dans le secteur du textile et les modèles de migration au Bangladesh et en Malaisie. Après cette présentation, c'est Czarina Saloma qui a parlé de la technologie de l'information aux Philippines : une perspective du genre. Les deux

intervenantes ont abordé le concept de l'«enclavement social». Enfin, Wendy Harcourt a esquissé le profil de la recherche sur la mondialisation, les femmes et la politique de placement, en montrant comment les femmes pauvres et des groupes de femmes réagissent



et résistent au discours capitaliste néo-libéral dominant de la mondialisation. Dans la troisième partie, intitulée Mondialisation et identités locales : genre, religion et sécurité sociale, Selma Leydesdorff nous a fait part d'un projet de recherche qui fournit une vue nouvelle sur les femmes musulmanes, en rapportant les récits de femmes de 6 pays différents. Carla Risseuw nous a donné des informations sur la recherche en Inde concernant l'impact que le changement du système de sécurité sociale a sur les relations sociales aux Pays-Bas et le débat public que ces transformations ont amené. Il est apparu que les gens de l'hémisphère Nord ne sont pas habitués à ce qu'ils soient conseillés sur leurs propres problèmes par des gens du Sud. Dans la soirée, Ed Maan a présenté un type de recherche sur le développement inhérent à la demande, une approche interactive à la programmation de recherche, et a abordé cette approche en se basant sur le programme

philippino-néerlandais de recherche sur le thème de la biodiversité aux Philippines.

Le second jour de l'atelier a été réservé à une présentation de travaux en cours. A cette session de travail, Wendy Annecke a présenté sa recherche sur le genre, la pauvreté et l'énergie en Afrique du Sud. Charlotte Martin a fait une intervention sur son travail au sujet du mainstreaming du genre dans les organisations de recherche internationales : la dimension européenne. Enfin Melody Lu Chia Wen (étudiante de Leyde qui travaille sur sa thèse de doctorat) nous a parlé de son travail sur les mariées du continent : c'est à dire les migrations 'transnationales' pour mariages entre des gens de Taiwan et de la Chine continentale.

Les résumés de la plupart des présentations sont publiés dans ce numéro de la Lettre d'information, ils vous fourniront des informations plus détaillées. Un résumé de l'atelier est d'autre part aussi disponible sur les sites de la toile de l'EADI et ceux du Groupe technologie et développement (Université de Twente, www.utwente.nl/tdg). Les actes de l'atelier peuvent être commandés auprès du Groupe technologie et développement.

Organisateurs :

Joy Clancy, Technology and Development Group, Université de Twente, Mél. : j.s.clancy@tdg.utwente.nl

Margaret Skutsch, Technology and Development Group, Université de Twente, Mél. : m.m.skutsch@tdg.utwente.nl

Gudrun Lachenmann, Université de Bielefeld, Centre de Recherche sur la Sociologie du Développement, Mél. : gudrun.lachenmann@uni-bielefeld.de

Isa Baud, Institut de Géographie Humaine, Faculté des Sciences de l'Environnement, Université d'Amsterdam, Mél. : i.s.a.baud@frw.uva.nl

Finance mondiale et genre*

Irene van Staveren

Van Staveren nous a fait une introduction sur un nouveau domaine de recherche: l'analyse de genre dans le domaine de la finance. Suite à la mondialisation, les niveaux micro (y inclus le niveau intra-ménages), méso (industries, banques, institutions gouvernementales, impôts), ainsi que macro (tant national que mondial) de la finance sont de plus en plus imbriqués les uns aux autres. Elle a ensuite examiné comment la finance mondiale influence les positions économiques différenciées des hommes et des femmes et le rôle important du mouvement mondial des femmes dans ce domaine; elle a aussi montré comment la finance mondiale est elle-même influencée.

Van Staveren a décrit ensuite comment quatre préjugés de genre règnent dans la finance mondiale. Le premier est celui de la sous-représentation des femmes dans la prise de décision au sein du secteur financier. Ainsi par exemple, des institutions majeures de finance telles que la Banque Mondiale ou le FMI n'ont pour ainsi dire pas de femmes parmi leur personnel dirigeant. Or, les décisions dans le domaine de la finance mondiale affectent plus les femmes que les hommes, à cause de leurs effets économiques liés au genre. Le second préjugé est le fossé croissant entre les positions économiques des femmes et celles des hommes. De nombreux exemples démontrent que les coûts de transactions sur les marchés du crédit sont plus élevés pour les femmes lorsqu'elles font un emprunt; l'inégalité de genre dans le domaine de la propriété foncière limite l'accès des femmes aux marchés financiers; et souvent les femmes sont vues comme des emprunteurs à risques, alors que la réalité montre une image différente. Il est aussi intéressant de noter que ce qui pourrait peut-être être vu comme des biens de consommation sont en fait des investissements de capital, qui améliorent la productivité des femmes dans une économie de subsistance et de soins (or les instituts de crédit supposent souvent que les femmes font des emprunts surtout pour des biens de consommation).

La conclusion de van Staveren est la

suivante : la discrimination du genre rend encore plus difficile la création de marchés financiers rentables et efficaces.

Une autre discrimination est le fait que la charge de l'instabilité financière tombe en premier lieu sur ceux qui n'en sont pas responsables. C'est en effet surtout l'économie de subsistance et de soins (principalement féminine) qui doit compenser les aléas d'emprunts à terme sur les marchés financiers (eux étant en majorité masculins). Les crises financières touchent généralement les femmes



plus fort parce qu'en tant que gestionnaires principales des ménages, elles souffrent plus des réductions dans le secteur de l'alimentation et des diminutions de subsides en général. Ainsi, en faisant porter un fardeau trop lourd sur ce qui joue souvent une fonction de tampon dans l'économie de subsistance ménagère, on pourrait paralyser la reconstruction de l'économie monétarisée. La réponse du cadre institutionnel (le FMI, la Banque Mondiale, le Groupe G7) est une simple réaction, provoquant de nouveaux dangers moraux qui augmentent alors la probabilité d'une crise financière; ce qui représente somme toute une réaction bien masculine de contrôle alors qu'il faudrait un changement de politique pour essayer de comprendre la situation et qu'il serait plutôt nécessaire de changer ce style d'approche. C'est pourquoi, pour prévenir une crise et le risque qui s'y associe de surcharger l'économie

ménagère, on a besoin d'un meilleur cadre institutionnel pour les marchés financiers et la gouvernance financière.

Le quatrième préjugé négatif lié au genre est que la discrimination du genre va de pair avec une affectation inefficace de ressources sur les marchés financiers. Des études et des expériences révèlent cependant que le taux de remboursement de l'emprunt est plus élevé chez les femmes. Ainsi, ne pas investir dans des projets de femmes, c'est tout simplement en arriver à réduire la croissance du PIB annuel par tête!

Dans la mouvance des Conférences des NU sur les Femmes et soutenu par l'Internet, le mouvement mondial des femmes s'est rapidement intégré. En combinant leurs efforts, les femmes ont pris beaucoup d'initiatives pour améliorer leur position économique et financière. Leurs activités sont par exemple : organiser des cours spéciaux d'économie, plaider pour les besoins des femmes au niveau de la finance mondiale, rendre des programmes de crédit plus accessibles aux femmes. Pour surmonter les préjugés basés sur le genre au sein des marchés financiers, van Staveren suggère de faire passer le point focal des organisations de femmes du niveau micro au niveau macro. Des 'audits de genre' permettraient de mieux contrôler l'impact du genre pour les finances publiques, et ils apporteraient plus de transparence dans les institutions financières; le FMI devrait être transformé pour devenir une institution dynamique et plus seulement réactive; la Banque Mondiale pourrait ainsi fournir des subventions pour le développement humain et non plus seulement des prêts.

Pour plus d'information :

contactez Irene van Staveren,
Institut of Social Studies,
P.O.Box 29776,
2502 LT La Haye, Pays-Bas
Mél. : staveren@iss.nl

*Ce résumé a été produit par le Groupe de travail de l'EADI 'Genre et développement'

La féminisation de l'emploi dans le secteur de l'industrie du textile au Bangladesh

Petra Dannecker

Le but de la présentation était de montrer que la migration des sites de production n'amène pas automatiquement de nouveaux modèles d'emploi pour les femmes, mais, au contraire celle-ci aboutit à mettre en place des activités 'typiquement' féminines, qui n'existaient pas auparavant au Bangladesh. La partie majeure de la présentation était centrée sur les aspects sociaux et relationnels de ce processus, afin de pouvoir mieux montrer l'enclavement des transformations économiques et des activités liées au genre. La division du travail selon des



critères de genre, l'appropriation de compétences, la mobilité des travailleurs et les possibilités de promotion dans le secteur du vêtement au Bangladesh étaient certains des aspects abordés, parce qu'ils expliquent très bien combien les phénomènes économiques sont profondément liés au genre.

La division du travail selon le genre

Concernant l'âge et le genre des travailleurs, les employeurs interviewés ont prétendu qu'ils n'ont pas pratiqué de discrimination dans leur politique de recrutement ; et ceci, alors que la concentration de femmes dans les catégories de postes de travail sous-payés était évidente. Les raisons de ces disparités invoquées étaient le manque de formation et de compétences chez les femmes,

et la productivité plus élevée chez les hommes, ce qui les autorise à accomplir des tâches de maîtrise et de contrôle. Il était évident que les soi-disantes qualifications naturelles étaient une des raisons sous-jacentes. On entendit dire que les femmes étaient biologiquement extrêmement plus aptes à travailler sur des machines à coudre (alors que les hommes seraient trop maladroits pour ce travail) ; les hommes, par contre, seraient plus 'prédisposés naturellement' à faire de bons contrôleurs. Les interviews avec les travailleuses ont montré que, dans une large mesure, les femmes elles-mêmes, justifient la discrimination en faisant appel à des normes sociales acceptées. Un fois qu'un travail particulier a été déclaré comme étant 'masculin' ou 'féminin', comme dans les fabriques de vêtements, il est difficile de le faire sortir de cet étiquetage ; souvent, c'est même l'inverse qui se passe, ce travail est alors 'naturalisé'. C'est bien pourquoi il est important de mentionner que les marchés de l'emploi ne sont pas neutres au point de vue du genre, mais qu'ils sont imprégnés d'idéologie implicite de genre, celle-ci est alors activée par la pratique et l'interaction de tous les acteurs impliqués.

L'appropriation de compétences

Dans la plupart des approches du marché de l'emploi, le soi-disant manque de qualifications et de formation est invoqué comme étant une des raisons principales pour lesquelles les femmes travaillent dans des secteurs de travail très étroitement définis, répétitifs et sans perspectives, tels que justement ceux des usines du vêtement. La qualification, l'habileté professionnelle : c'est le mot magique employé pour construire la différence. C'est la définition des compétences elles-mêmes, ou la définition de qui est compétent ou pas, ou de qui est professionnel ou pas, qui crée la différence entre les travaux réservés aux hommes et ceux réservés aux femmes. Par exemple, le travail de coupe de vêtement en tant qu'indépendant est au Bangladesh - comme dans d'autres pays - une

occupation traditionnellement masculine. Ainsi, le travail sur une machine à coudre dans des usines est défini comme étant non-qualifié et donc typiquement féminin, alors que le travail sur une machine à coudre en dehors des usines est défini comme une activité qualifiée, et est donc là typiquement masculin. La construction d'un savoir-faire masculin ou féminin, et donc d'activités particulières dépend du contexte et du domaine respectif dans lequel on se trouve. De plus, l'exemple montre bien que les activités se dégradent socialement quand ce sont des femmes qui réalisent le travail.

Mobilité

L'histoire du travail montre que ce sont aussi bien des raisons économiques que des raisons non-économiques qui sont responsables de changements dans les usines. Le seul moyen d'augmenter le revenu dans ce secteur est de changer souvent de travail ; cependant les interactions et les relations sociales ont été plus souvent responsables de la mobilité observée. Pour beaucoup de femmes interviewées, le nouveau genre de relations sociales se développant dans leur nouvel environnement n'a pas remplacé leurs liens familiaux, mais est devenu si important qu'il les a incitées à changer de travail. C'est ainsi qu'on voit des travailleuses décider par exemple d'aller travailler dans une autre usine pour suivre un ami ou un collègue. Les raisons de changer de travail étaient donc différentes de celles hypothèses économiques classiques.

Promotion sociale

Lorsqu'une femme atteint le poste de contremaître, sa promotion est définie par les travailleurs comme étant une augmentation de salaire, et pas comme étant une position plus élevée dans la hiérarchie professionnelle. La plupart des femmes ont confirmé un argument souvent avancé dans la littérature, à savoir que la promotion est personnelle et basée sur



Technologie de l'information aux Philippines : une perspective du genre.

Czarina Saloma

l'ethnicité ou sur le genre. Il est étonnant de voir que beaucoup de femmes n'aient pas expressément voulu devenir des superviseurs. Les raisons données sont qu'elles n'obtiendraient plus des autres travailleuses le respect nécessaire, et qu'une promotion possible pourrait avoir des conséquences négatives dans leurs interactions quotidiennes avec leurs anciennes collègues. De plus, les femmes ont dit qu'elles ne veulent pas quitter les espaces féminins créés au sein des usines. Faire partie du groupe des contremaîtres fournit par exemple d'autres avantages qui ne sont pas aussi simples à mesurer qu'un salaire plus élevé ou qu'une position supérieure.

Conclusion

La présentation a montré qu'à l'époque de la mondialisation, les transformations économiques sont liées au genre. Cependant, les femmes ne sont pas soit les gagnants ou les perdants purs dans ces processus ; bien plus elles y sont des agents actifs. Mais les raisons sont difficiles à expliquer en termes économiques traditionnels parce qu'elles sont socialement enclavées. On doit en tenir compte pour comprendre l'enclavement spécifiquement lié aux questions du genre dans tout le processus de mondialisation économique.

Pour plus d'information, veuillez contacter :
Petra Dannecker,
Centre de recherche de sociologie du développement, Université de Bielefeld,
BP 100131, D - 33501 Bielefeld,
Mél. : Petra.Dannecker@uni-bielefeld.de

Je considère l'industrie de la technologie de l'information aux Philippines comme un domaine de la nouvelle économie et comme le site où des sphères s'imbriquent : le mondial et le local, ainsi que la masculinité et la féminité. Un des résultats de ces imbrications c'est que certaines formes et caractéristiques du travail d'assemblage persistent, mais l'espace dans lequel le travail actif et créatif a lieu s'est lui élargi. Ceci est bien illustré par le 'groupe moyen', c-a-d le groupe de travailleurs de la technologie de l'information qui consomme et s'approprie l'"élite" de la production technologique pour la majorité consommatrice. Une confirmation de l'émergence de ce groupe sont les 'technologies d'usage simple', les structures horizontales d'apprentissage et l'hybridité de certains domaines de la technologie de l'information (TI).

En analysant les espaces et les sites interfaces, je veux élargir le concept sociologique de 'enclavement social de l'économie' en analysant d'abord ce concept dans une perspective de genre. Cette approche permet de focaliser l'attention sur un examen du contexte du genre dans les questions économiques ; elle rend enfin possible l'emploi du terme 'genre' en le retirant de ses connotations d'exclusion, de pauvreté et de vulnérabilité.

Ma recherche empirique, qui est fondée sur un échantillonnage théorique, suggère que les domaines dans lesquels on trouve le 'groupe moyen' sont effectivement ceux qui existent en conséquence du genre. Les 'espaces féminins' c-a-d ceux qui sont traditionnellement réservés aux hommes, mais où la présence féminine prend des proportions grandissantes, sont très inégalement répartis. Il y a un nombre à peu près égal d'hommes et de femmes dans les secteurs de création de logiciels, de traitement de contenu, de services techniques pour les clients, même si le développement de matériel

électronique et la conception de site-web sont des domaines encore en priorité aux mains des hommes.

Pourquoi des 'espaces féminins' ont-ils plus de chance de voir le jour dans certains domaines de la nouvelle économie, et pourquoi la présence de femmes dans ces domaines ne provoque-t-elle pas une 'féminisation' de tels secteurs ? Je suggère de rechercher une réponse à cette question en analysant d'abord les implications de l'hybridité telle qu'elle s'exprime à travers la transdisciplinarité de certains secteurs de la TI. Ainsi, par exemple, le développement de logiciels et le conseil de clients requiert une expérience en comptabilité, mais pas nécessairement en informatique, alors que le traitement de programmes suppose plus de savoir-faire non strictement lié à la TI (par ex. : aisance à manier l'anglais) que de compétence en TI (par ex. : traitement de texte).

Les statistiques montrent que dans le 3e niveau de formation aux Philippines, qui comprend des cours de comptabilité, c'est dans le cours de commerce qu'il y a le plus d'étudiantes, venant après la pédagogie et les cours liés à la santé. Le fait qu'il y a de nouveaux secteurs qui font appel à des gens ayant une expérience des affaires, et alternativement d'autres secteurs qui ne spécifient pas qu'ils sont prévus pour des personnes venant d'un secteur traditionnellement 'masculin' (par exemple un parcours d'ingénieur) suppose qu'une filière scolaire faite en fonction du genre ne structure pas automatiquement certains secteurs de travail. De plus, si la filière du genre existe dans le milieu du travail, l'absence de structure compensatoire de type d'échelle - lorsqu'un programmeur ne doit pas devenir un analyste de système pour obtenir un meilleur salaire, et vice-versa - suggère que la filière du genre ne débouche pas à une féminisation des tâches.

C'est une conclusion importante, à la lumière d'observations faites par des experts de TI que les hommes font de bons programmeurs et que les femmes font de bons analystes de systèmes.

Qu'est ce que des changements dans certains secteurs technologiques signifient pour les constructions sociales d' 'espaces féminins' qu'on peut observer ? La distinction entre 'masculin' et 'féminin' dans certaines aires de travail s'édulcore, mais les différences dues au genre peuvent être vécues comme étant un apport très utile dans d'autres aires. Ainsi, dans la création de sites-web, ces différences s'expriment comme des 'privilèges épistémiques', liés aux goûts et préférences des clients féminins.

Une autre théorie reconnaît que les femmes créent activement leur propre présence dans

ces domaines, mais de la même façon, elle suggère que les femmes échangent alors des aspects de leur identité pour une version masculine. C'est pourquoi une analyse de la création d' 'espaces féminins' dans des secteurs hybrides est incomplète si on ne se penche pas aussi sur la question de la résistance et de la réseautique qui caractérise les interfaces. A mon opinion, dans certaines conditions, telles que par exemple le fait d'être une minorité en chiffres absolus, (en contraste à la prédominance numérique des femmes dans le secteur de l'industrie d'assemblage), et les cultures informelles des bureaux qui favorisent les hommes, déterminent la manière dont les membres féminins du 'groupe moyen' créent leurs propres espaces. |

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Czarina Saloma, Chercheur,
Centre de Recherche sur la Sociologie du Développement,
Université de Bielefeld,
Bte postale 10 01 31
D-33501 Bielefeld, Allemagne,

ou Czarina Saloma,
Membre de la Faculté
Département de Sociologie et d'Anthropologie,
Universités Ateneo de Manila
P.O. Box 154
0917 Manille
Philippines
Mél. : czarina.saloma@uni-bielefeld.de

Le mainstreaming du genre dans les organisations de recherche internationales : la dimension européenne

Charlotte Martin, pour l'équipe Genre du KIT

Le thème de la présentation faite à la conférence de l'EADI était sur le travail en cours au KIT. Il s'agissait en fait d'un rapport sur les activités de l'équipe Genre du KIT, et de sept autres équipes autonomes, pour la Commission de l' Union européenne (Unité Femmes et Sciences).

L'étude, qui a été commandée en 2000, avait pour objet d'évaluer les progrès des efforts de mainstreaming du genre dans le Cinquième programme cadre (FP5 ; 1998-2002). Ce programme finance la recherche en sciences et technologie. Notre tâche spécifique était de procéder à une évaluation du programme INCO intitulé 'Renforcement du rôle international de la communauté de recherche'.

Le programme cadre FP5 reflète les soucis de l'UE de se maintenir au courant de l'avancement scientifique et donc de pouvoir mieux assurer dans le futur la politique de l'emploi dans les pays membres. L'engagement de la Commission à inclure les femmes dans le

FP5 confirme la nécessité pour les pays membres de se pencher sur la pénurie de talents scientifiques et de chercheurs, et par conséquent de maintenir les femmes scientifiques dans leur profession. L'intégration du genre est donc un impératif économique, tout autant qu'un thème de justice sociale. La nécessité d'aller au delà de la politique de chances égales, et de promouvoir une recherche sérieuse est reconnue dans la documentation du FP5, bien que certaines personnes prétendent que ceci ne se retrouve pas dans le programme lui-même.

Le programme INCO se distingue des autres programmes de recherche au sein du FP5 par sa dimension internationale et par le fait que la majeure partie de ses fonds va à des pays situés en-dehors de l'Europe. Des thèmes comme le partenariat et les liens Nord-Sud ont donc en conséquence fait l'objet d'analyses, tout comme le statut du mainstreaming du genre lui-même.

L'objet de notre présentation a surtout été le développement de notre cadre conceptuel. Celui-ci a été défini comme devant fournir la base de notre travail analytique. Nous avons entamé un travail à la fois théorique et pratique dans trois domaines principaux. Ceux-ci sont : la littérature scientifique sur les cadres d'analyse des questions du genre, la science et la production de savoir, et les méthodologies de recherche et épistémologies ; la pratique actuelle dans des institutions impliquées dans la réalisation et le financement de recherche internationale en sciences et en technologie ; et en troisième lieu : les évaluations déjà réalisées sur le genre dans le cadre des dimensions internationales du 5e programme cadre.

Au cours de la définition du cadre, nous avons identifié des thèmes clés concernant les femmes et les sciences ainsi que les dimensions internationales dans la recherche sur l'intégration du genre. Ils nous amènent à

conclure que le mainstreaming le plus effectif a le plus de chance d'être mis en place dans une approche transformative du genre. C'est-à-dire une approche où le genre n'est pas seulement intégré à un agenda politique existant, mais plutôt s'il transforme cet agenda. Nous avons découvert qu'une telle approche présuppose une action à tous les niveaux ; c à d à la fois conceptuelle, organisationnelle et au niveau de la mise en pratique. Après avoir identifié les éléments centraux pour l'approche transformative dans la recherche sur la science et la technologie, nous avons alors adapté le cadre de du CAD de l'OCDE pour le rendre plus utile

aux buts spécifiques de notre étude.

La dernière partie de la présentation était consacrée à l'évaluation préliminaire du statut du mainstreaming du genre et des thèmes du partenariat au sein d'INCO et du FP5. Nous avons découvert que le mainstreaming du genre en est toujours à un stage primaire dans le FP5 et à INCO, bien que l'égalité de chances soit justement mise en pratique. Le travail innovateur est fait par des personnes individuelles engagées au sein d'INCO et un travail intégré de genre fait l'objet de financement. Les thèmes du partenariat font l'objet d'une grande attention au sein du programme d'INCO, bien

que les actions de partenariat soient conçues dans une perspective assez étroite. Le Sixième programme cadre concernera la dimension internationale de la recherche dans une optique différente, et on craint qu'il ne perde son caractère si spécifique.

Pour plus d'information, veuillez contacter :
Charlotte Martin, KIT Gender Team.
Royal Tropical Institute
P O Box 95001, 1090 HA Amsterdam
Pays-Bas
Mél. : c.martin@kit.nl

Programmer des recherches sur le développement en fonction des attentes de la société ; le cas de la recherche sur la biodiversité

Par Ed Maan

Le RAWOO (Conseil néerlandais de recherche sur les questions de l'aide au développement) est un conseil consultatif indépendant composé de gens à la fois du Nord et du Sud, qui a été mis en place pour conseiller le gouvernement des Pays-Bas sur les priorités et les questions de choix politiques dans la recherche sur le développement. Six des quinze membres du Conseil viennent eux-mêmes des pays du Sud, vivant et travaillant là-bas. Selon sa politique de base, le RAWOO se penche particulièrement sur les axes de recherche suivants : la recherche doit être a) liée aux besoins sur le terrain et portée par la société, b) activement en mesure de contribuer à renforcer les capacités du Sud, c) basée sur les principes de l'égalité et de la parfaite symétrie dans la coopération Nord-Sud.

En tant que large phase d'exploration des besoins de la recherche sur le développement, et en accord avec ces principes, le RAWOO a identifié la recherche sur la biodiversité comme étant une des aires prioritaires. Il y a d'abord eu de premiers contacts avec des institutions des Philippines et des Pays-Bas ainsi que différents professionnels du secteur, pendant lesquels les besoins de recherche dans le domaine de la biodiversité ont été articulés plus en détail.

Ensuite, le RAWOO a conseillé au gouvernement néerlandais de permettre une solide période de préparation du programme (la 'pré-implantation'), pendant laquelle les ressources des deux pays devraient être mobilisées pour un vrai processus de consultation, de participation et d'identification des besoins avec les commanditaires majeurs dans les Philippines.

Les deux partenaires ont estimé qu'il y a ici un bon potentiel de départ pour une vraie forme de coopération dans le domaine de la recherche entre les chercheurs philippins et néerlandais, en se fondant sur la responsabilité commune, la confiance mutuelle, le partage d'expériences et un processus de travail dans les deux sens. Le Centre régional SEAMEO d'études et de recherche en agriculture – le SEARCA – et le RAWOO ont mené conjointement cette phase de préparation : le SEARCA a animé et organisé les activités du Groupe de travail philippin et des autres partenaires locaux impliqués. Le RAWOO a mobilisé des ressources en professionnels et en matériel dans les Pays-Bas pour le processus de préparation et de programmation, et il a conseillé le gouvernement néerlandais sur les

aspects liés au soutien financier.

Pendant la phase de mise en place du programme (la 'phase de pré-implémentation') qui a duré à peu près 2 ans, les institutions partenaires locales, situées dans l'île de Mindanao, et les chercheurs ont mené des enquêtes et des études, des estimations participatives rapides sur les sites de recherche proposés, des consultations des commanditaires et divers ateliers.

Vu qu'il est un organe consultatif et de programmation auprès du gouvernement des Pays-Bas, le RAWOO va se retirer dès que le programme peut avancer de manière autonome.

Pendant ce processus, les thèmes généraux devant faire l'objet de recherche ont été discutés et un accord a été trouvé entre les chercheurs et les autres commanditaires de Mindanao, Luzon et des Pays-Bas. Pendant cette période, un Comité de programme commun a été établi ; c'est lui qui a graduellement pris le rôle d'initiateur, rôle qui avait été auparavant joué par le RAWOO et par le SEARCA.

Au cours de ce processus, les objectifs principaux du programme ont été fixés ; ils incluent :

– S'assurer que la recherche sur la biodiversité répond réellement aux besoins réels de la vie sur le terrain, et aux attentes des communautés locales au niveau des besoins en développement. Ceci devrait se passer en introduisant un nouveau mode de génération du savoir pour la gestion de la biodiversité et la conservation, qui soit lié aux besoins, interactif et participatif, et qu'il soit aussi inter- et pluridisciplinaire et lié à l'apprentissage ;

– Renforcer les capacités locales et nationales pour la recherche sur la biodiversité et la prise de décision en autonomisant les partenaires de recherche philippins et les autres commanditaires locaux.

Le RAWOO a alors abandonné son rôle d'être celui qui a pris l'initiative en consultant les organisations potentiellement intéressées aux Philippines – les premiers pas faits dans ce sens datent de 1996 – pour prendre alors un nouveau rôle de partenaire du Groupe de travail philippin, du SEARCA et des autres commanditaires dans un processus de programme commun ; cette démarche a enfin débouché sur un rapport consultatif adressé au gouvernement néerlandais qui suggérerait de financer le programme de recherche envisagé. Son rôle a aussi été d'animer le processus de préparation aux Pays-Bas en mobilisant les partenaires potentiels de recherche - la plupart des partenaires néerlandais avaient accepté de participer sans rémunération à la phase de

préparation - et de fournir et de canaliser les fonds additionnels nécessaires à la phase préparatoire, et enfin de faire la liaison entre les chercheurs philippins et néerlandais.

Pendant la phase initiale de contacts entre le RAWOO et le Groupe de travail philippin de recherche sur la biodiversité, il est apparu qu'il y avait une compréhension commune des aspects principaux de la coopération Nord-Sud sur la recherche, tels que : égalité, appropriation, partenariat, liens entre la science et la société et renforcement des capacités. Ceci devrait permettre un travail se basant sur la confiance mutuelle et la transparence dans le but de mettre en pratique les principes partagés par les deux entités participantes dans le cadre concret de la recherche sur la conservation de la biodiversité aux Philippines. Plusieurs ateliers communs et des visites de sites ont été organisés afin d'optimiser la communication et le processus d'apprentissage mutuel entamé.

Avec du recul, on peut dire que le processus de préparation de programme aux Philippines, et les interactions Nord-Sud qui se sont établies, amènent à considérer qu'une stratégie de renforcement des capacités devrait être une partie intégrante du processus intensif d'interaction et de participation entre les chercheurs et les divers commanditaires pendant l'entièreté de la phase préparatoire. Tous les partenaires concernés ont compris ce processus comme étant celui pendant lequel

l'apprentissage réciproque et la confiance mutuelle s'établissent.

Le RAWOO est convaincu que la coopération Nord-Sud dans le secteur de la recherche, qui est financée par les budgets de la coopération au développement, devrait avoir pour objectif de renforcer le rôle (institutionnel) du partenaire du Sud. Le dialogue sur la coopération au niveau de la recherche et le renforcement des capacités doit sortir du domaine du chercheur individuel et de son organisation, pour de plus en plus inclure le large contexte culturel et institutionnel dont ils font partie. Les politiques d'allocation de l'aide visant à renforcer la capacité de recherche dans le Sud requiert à la fois une approche spécifique pays par pays, et une vision globale en tenant compte a) du niveau du chercheur individuel, b) du niveau institutionnel, c) de la politique nationale de la recherche scientifique permettant d'aborder le niveau de l'environnement, et d) du niveau international, qui de plus en plus, influence par des incitants assez forts les systèmes nationaux et locaux de recherche.

Cet article est fondé sur une présentation conjointe de Gil Saguiguit jr. et Ed Maan, qui a été faite à l'atelier sur le Renforcement des Capacités, organisé par le gouvernement suisse à Berne en septembre 2000.

Contact : Ed Maan

Mél: emaan@rawoo.nl, www.rawoo.nl

Suède : le Groupe d'Experts sur les Questions du Développement

Le Groupe d'Experts sur les Questions du Développement (GEQD) a été créé en Suède pour apporter sa contribution à une meilleure compréhension des problèmes du développement dans un contexte global et pour améliorer l'efficacité de la politique de coopération au développement. Sa tâche principale est de faire des études et de la recherche qui puissent contribuer à formuler une meilleure politique de coopération au développement. Il porte une attention toute spéciale aux expériences passées et à la nécessité d'évaluer les politiques et les programmes actuels de coopération au développement.

Pour assurer une étroite collaboration avec les communautés de recherche et de politique du développement du monde entier, des membres reconnus internationalement - et leurs réseaux intensifs dans leurs domaines respectifs - lui ont été adjoints.

Outre ceux-ci, il a au GEQD des chercheurs suédois, des représentants du Ministère des affaires étrangères et de l'Agence suédoise pour la coopération internationale (SIDA). La Présidente est la Secrétaire d'Etat pour la Coopération au développement, Gun-Britt Anderson. Une série de groupes de référence sont directement liés au travail du GEQD. Les thèmes des études en cours sont décidées par le GEQD et couvrent les domaines suivants :

- . Dépendance de l'Aide
- . Commerce et Développement
- . Flux International de Capital
- . Institutions et Développement
- . Renforcement des Capacités et Coûts Récurrents
- . Organisation de la Formation dans la Coopération au Développement
- . Enfants et Développement

Des documents de travail sont publiés sur le site du GEQD (www.egdi.gov.se). La dernière étude du GEQD est sur 'Le renforcement des capacités, les crises institutionnelles et le thème des coûts récurrents', qui a été faite par Christer Gunnarsson de l'Université de Lund.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Secrétariat du GEQD (EGDI Secretariat)

Div. for International Development Co-operation

Ministry of Foreign Affairs

S-103 39 Stockholm, Suède

Tél. : + 46 8 405 55 95

Fax. : + 46 8 723 11 76

Mél. : egdi.secretariat@foreign.ministry.se

www.egdi.gov.se

Norvège : le Conseil de la recherche

Le Conseil norvégien de la recherche, qui est devenu membre de l'EADI en tant que membre associé en 1994, joue un rôle vital en développant et en mettant en pratique la stratégie nationale pour la recherche. Il fonctionne en tant que :

– conseiller du gouvernement, en identifiant les besoins actuels et futurs d'information spécialisée et de recherche ;

– bailleur de fonds pour des programmes et des projets indépendants de recherche, pour des programmes stratégiques dans des instituts de recherche, et pour la participation norvégienne à des programmes de recherche internationaux ;

– coordinateur, en démarrant des réseaux et en soutenant la coopération entre les institutions de recherche et de développement, les ministères, les entreprises et l'industrie, les organismes publics et parastataux, d'autres bailleurs de fonds, ainsi que les utilisateurs de la recherche.

Le Conseil d'administration du Conseil norvégien de la recherche, sous la direction de son Directeur-Général Hambro Christian, est responsable des lignes de politiques de

l'organisation au niveau national. Les six départements de recherche soumettent leur plan stratégique annuel et leur budget, et c'est au Conseil d'administration de donner son approbation finale.

La Division Environnement et Développement soutient actuellement les programmes suivants :

- Le Système Multilatéral dans la Coopération au Développement,
- Les Pêcheries dans les Pays en Développement,
- Paysages en Mutation : Emploi et Gestion des Environnements Culturels et des Ressources Naturelles,
- Dynamique de la Diversité Biologique ; Dangers et Nouvelle Gestion,
- Mondialisation et Marginalisation : Recherche Multi- et Interdisciplinaire sur Nouveaux Modes de Développement dans le Sud,
- Programme de Coopération avec l'Europe Centrale et Orientale,
- Programme de Coopération avec l'Europe du Sud-Est.

La Division Environnement et développement est responsable de toute une

série de projets de recherche indépendants et c'est elle qui fournit les subventions initiales aux institutions impliquées. Les domaines prioritaires sont : Le développement des ressources humaines, le recrutement de nouveaux chercheurs, la mise en place de réseaux de coopération entre les communautés de recherches et le niveau tant national qu'international. Un tiers de l'investissement dans le secteur public de la recherche est canalisé à travers le Conseil norvégien de la recherche. Le reste est transféré directement des ministères aux principales institutions de recherche. Il a un budget annuel de 3.345.000.000 NOK (2001). Le budget de la Division Environnement et développement s'élève à 332.000.000 NOK.

Conseil Norvégien de la Recherche
(The Research Council of Norway)
BP 2700
St. Hanshaugen
N-0131 Oslo, Norvège
Tél. : + 47 22 03 70 00
Fax. : + 47 22 03 70 01
Mél. : info@forskningsradet.no
www.forskningsradet.no

Danemark : Evaluation de la Recherche sur le Développement

par Irene Norlund

Après une évaluation de la recherche sur le développement au Danemark, le rapport final et les recommandations de la Commission Hernes ont été publiés en avril 2001. Une fois de plus, on s'est rendu compte que des changements institutionnels ne sont pas des tâches faciles. Une bonne partie des conclusions très critiques des sous-rapports produits au cours de l'évaluation ont été très condensées dans le rapport final pour en faire des recommandations moins critiques et qui suggèrent des changements nécessaires plus limités. Les commanditaires de l'évaluation au sein du Ministère des Affaires étrangères ne semblent pas être en mesure de se mettre d'accord pour permettre au rapport

de mentionner des recommandations ayant des implications fortes. Cependant la communauté des chercheurs au Danemark est divisée : à la fois déçue et contente.

L'ancien Ministre de la Coopération au développement, Jan Troborg, a lancé en 2000 cette évaluation, en la liant à la nouvelle stratégie pour l'Agence danoise pour coopération (Danida) - qui est intégrée au Ministère des Affaires étrangères. En démarrant cette action intitulée 'Partenariat 2000', il a annoncé que la recherche au développement devrait se mettre à la pointe du progrès dans l'aide au développement du Danemark. Dans le monde réel, le problème des relations trop ténues qui

existent entre la communauté des chercheurs et l'aide au développement a été reconnue par la plupart des parties impliquées dans la 'communauté du développement', et la Commission qui avait été mise en place pour évaluer la recherche sur le développement avait été instruite de se pencher sur 'les possibilités d'améliorer la façon dont on peut tirer des leçons de la recherche pour formuler la politique de coopération dans un monde qui évolue rapidement'.

La Commission ainsi que le rapport final (son titre est : 'Partnership at the Leading Edge : A Danish Vision for Knowledge, Research and Development') étaient présidés par Gudmund

Hernes, Directeur de l'IIEP à Paris. Le rapport contient 4 sous-rapports ainsi qu'un document décrivant les divers secteurs de la recherche sur les questions de développement au Danemark. Le rapport final résumé est d'abord consacré au thème général du savoir et de la recherche, avant de fournir une vue en profondeur de la coopération au développement dans notre pays ; il nous donne enfin une conclusion qui apporte une vision générale et il aborde la manière dont cette vision pourrait être transférée en action concrète.

La Commission était limitée à analyser la recherche financée par Danida. Vu cette restriction concernant l'objet de l'évaluation, la Commission n'a pas évalué la totalité du secteur de la recherche sur le développement. Elle a procédé à une évaluation de deux domaines distincts de la recherche : d'un côté la recherche pure - qui est surtout celle qui s'intéresse aux théories et aux enquêtes sur le terrain - et qui est surtout celle des universités (et financée seulement marginalement par le Council for Development Research), et de l'autre côté, la recherche appliquée, qui est en général faite par des institutions sectorielles et des firmes privées de conseil, ce type de recherche ne nécessitant pas des analyses à long terme. Cette définition de la recherche est peut-être le thème le plus controversé qui a été révélé à la communauté des chercheurs danois par le travail de la Commission. En effet, la Commission indique que tant la recherche pure que la recherche appliquée doivent être toutes les deux menées suite à des investigations préliminaires très complètes, et ce surtout dans le cas où elles servent à formuler des politiques (par exemple dans le cas de la recherche sur la pauvreté). D'autres types d'études ne doivent pas être menées dans une perspective de long terme, mais elles ne devraient cependant pas être réservées aux institutions sectorielles et aux cabinets de conseil. Dans le rapport final, cette controverse a été délibérément minimalisée.

Conclusions principales de la Commission

Une des conclusions principales de la Commission met l'accent sur l'importance du 'savoir pour le développement' et aussi sur la nécessité de continuer à soutenir la recherche par des fonds publics, et même, si possible, d'y allouer des sommes plus importantes qu'actuellement. La recherche danoise sur le

développement est décrite comme étant de bonne qualité, une partie étant même excellente, et la capacité de recherche est définie comme étant comparativement importante. Cependant, la recherche sur le développement a des relations trop ténues avec la recherche en tant que telle au Danemark. On suggère donc de mieux l'intégrer dans la politique de recherche nationale. On devrait développer une nouvelle vision à une échelle nationale concernant la contribution du savoir aux questions du développement.

Cependant, le rapport mentionne un certain nombre de déficits dans des secteurs de recherche actuels tels que la TI, l'ingénierie, les aspects préventifs du VIH/SIDA et les conséquences économiques de la mondialisation. La division du travail et des responsabilités entre les universités et les institutions sectorielles n'est pas claire et Danida devrait aider à procéder ici à des changements. La complémentarité du secteur public et du secteur privé est soulignée par la reconnaissance de la recherche faite par des cabinets de conseil. La commission met le doigt sur le problème de transférer les résultats de recherche dans la politique de coopération, elle rejette le blâme à la fois sur les secteurs de la recherche et de la politique, et les encourage fortement à procéder aux changements nécessaires. A cet égard, le programme ENRECA de recherche sur la coopération avec les pays en développement n'est pas reconnu comme étant approprié pour les besoins réels des pays en question. Une des conclusions importantes, et assez inattendue, est que la gestion du savoir n'est pas bien développée ; en l'améliorant, on permettrait de mieux participer au débat de 'la pointe du progrès sur les questions du développement, et sur les choix de nouveaux programmes de recherche'.

Visions et actions

Les recommandations de la Commission se fondent sur une série de principes et mettent en exergue des suggestions du rapport dans un sens d'augmentation des fonds à allouer, plutôt que de fournir des conclusions radicales. En résumé, elles contiennent :

- l'ébauche d'un document politique sur 'savoir, recherche et développement' qui tient compte des principaux partenaires et

acteurs au Danemark, pour mettre la recherche sur le développement au centre du débat ;

- un encouragement aux priorités de recherche telles qu'esquissées dans le document 'Partenariat2000' (pauvreté, droits de l'homme, genre, conflit, mondialisation etc.) ;
- une invitation à transformer le mandat du Council for Development Research, et une suggestion d'élargir sa base pour y inclure plus de représentants du secteur privé, y compris des ONG ;
- une suggestion d'établir des 'Centres d'excellence' ;
- une autre suggestion importante que les 4 centres financés par Danida (y inclus CDR) devraient augmenter leur financement propre et se concentrer plus sur la recherche appliquée ;
- une suggestion finale de tenir une réunion annuelle 'de débats stratégiques de haut niveau'.

Irene Norlund est Présidente de l'Association des Chercheurs du Développement au Danemark, et Vice-Présidente de l'EADI.
Contact: irene@ruc.dk

Le rapport complet est disponible sur le site Internet suivant : www.um.dk/danida/partnerskab2000/forskningsrapport

Nouvelles de nos groupes de travail

Valeurs et qualité de l'information sur le développement

Annnonce de la réunion annuelle du groupe de travail sur la gestion de l'information

La réunion 2001 du Groupe de Travail sur la Gestion de l'Information aura lieu à Bordeaux du 12 au 14 septembre 2001. Elle sera organisée par RAFID (Réseau Aquitain Formation Information pour le Développement : www.rafid.u-bordeaux.fr) présidé par Monsieur le Professeur Jean du Bois de Gaudusson. Elle bénéficiera du soutien du Pôle Universitaire Européen de Bordeaux et de l'Institut Francophone des nouvelles technologies de la Formation et de l'Information au sein de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie. La traduction simultanée anglais/français et français/anglais sera assurée.

Thème et programme préliminaire

L'objectif de cette réunion est de privilégier présentations et discussions sur les notions de base relatives à la qualité et à la pertinence de l'information : valeurs qui nous motivent et font progresser notre travail quotidien et nos prestations au service de l'information sur le développement.

Mercredi 12 septembre

Présentation introductive par un collègue travaillant dans un pays du Sud sur les valeurs intrinsèques de l'information et des connaissances sur le développement. A l'évidence, les perspectives, les enjeux et les jugements portés varient selon le contexte et les caractéristiques culturelles, politiques et géographiques. En effet une différence existe selon que les informations et les connaissances sont produites et diffusées à Londres ou bien à Bamako.

Jeudi 13 septembre

Contrôle de la qualité et évaluation de l'information ;

Tour d'horizon international et partages d'expériences ;

Actualité sur le thème de la gestion des connaissances présenté à Bergen (réunion 2000).

Vendredi 14 septembre

Initiatives de renforcement des capacités locales ;
Problèmes rencontrés et solutions à trouver dans nos collaborations internationales. (Différences de cultures, de valeurs, de capacités et d'accès aux sources d'information en général) ;
Echanges sur l'actualité et les évolutions dans les organisations des participants ;
Des groupes de travail (jeudi et vendredi) donneront l'occasion à chacun de contribuer et de discuter de leurs vues et expériences ;
Une réception cocktail aura lieu le mercredi ou le jeudi et un dîner le jeudi ;
L'excursion du samedi 15 septembre conduira les participants dans le célèbre vignoble bordelais de Saint Emilion.

La page web est accessible pour donner des détails de ce programme : inscription, réservation d'hôtels etc. (<http://eadi.cdr.dk>).

Groupe de travail « Multinationales et Développement »

Dans le prolongement des travaux du groupe de travail qui ont donné lieu à la publication du Texte de Recherche de l'IEDES, une réflexion collective est proposée à l'ensemble des chercheurs intéressés visant à mettre au point une série de travaux destinés à être proposés pour publication à un certain nombre de maisons d'éditions (Revue Tiers Monde, Cahiers de l'ISMEA, EJDR etc.). L'horizon envisagé est celui de la prochaine conférence générale de l'EADI (2002) ; et la publication elle-même est prévue pour 2003.

Le thème général est à préciser collectivement. Aujourd'hui, il peut être intéressant de poursuivre l'analyse des répercussions des mouvements intenses

constatés dans le monde des grandes entreprises qui visent à augmenter leur taille pour bénéficier de marchés de plus grande dimension ; tout ceci étant entraîné par l'ouverture des marchés que certains qualifient de phénomène de mondialisation de l'économie.

Quelles sont les conséquences pour les différents acteurs : banques, entreprises productrices de biens et de services, entreprises spécialisées dans la communication...

Bien sûr, une attention particulière sera portée aux répercussions constatables dans les pays en développement, mais aussi dans les économies en transition.

Appel à propositions

Il est demandé aux chercheurs intéressés de se manifester auprès de Jean MASINI, responsable du Groupe de travail (courriel : masini@univ-paris1.fr). Les propositions peuvent avoir trait aussi bien à des communications, qu'au thème général à retenir, qu'aux moyens de publications ou même qu'à la méthode de travail. La langue de travail pour communiquer peut être l'anglais, l'espagnol, le français, l'italien ou le portugais. La langue de travail pour les publications peut être l'anglais ou le français.

Dans l'attente de vos propositions,
Jean MASINI

Groupe de Travail « Sciences et Technologie pour le Développement »

Le responsable de notre Groupe de travail 'Sciences et technologies pour le développement' a organisé avec succès un atelier international sur le thème 'Systèmes africains d'innovation et de renforcement des capacités à l'ère de la mondialisation' à Aalborg au Danemark.

Le Professeur Hans Gullestrup a ouvert l'atelier en tant que Président du Conseil danois pour le financement des sciences sociales. Il a présenté aux participants le système danois de financement de la recherche et les structures qui fonctionnent comme bailleurs de fonds. Après l'introduction, les participants ont présenté des documents qui portaient sur les thèmes suivants :

1. Questions théoriques liées à l'élargissement du concept du système d'innovation ;
2. Théorie et politique de l'innovation et développement économique en Afrique ;
3. La mise en place d'une politique de l'innovation par l'Etat ;
4. Les systèmes africains régionaux de l'innovation ;

5. Un système africain de l'innovation ?
6. Thèmes clés pour l'innovation dans le développement et dans la recherche sur le développement en Afrique ;
7. Recherche empirique sur l'innovation dans le secteur de fabrication ;
8. Recherche empirique sur l'innovation dans le secteur des services.

Cet atelier a été financé par l'Université d'Aalborg, Danida et le Conseil danois pour le financement des sciences sociales. En plus, des bourses de voyages ont été offertes par l'IDRC du Canada, l'Université des Nations Unies et Intech, ainsi que par une fondation portugaise. Les responsables de l'EADI ont participé très activement à cet atelier.

Résultats concrets

1. Un réseau a été créé pour continuer le processus entamé à Aalborg; en font partie : le Groupe de travail de l'Université d'Aalborg sur les systèmes d'innovation,

l'APTS (African Technology Policy Research Network), l'UNU/Intech, et le MagTech. Les personnes nommées pour être dans ce réseau sont : Mammo Muchie(Aalborg), Osita Ogbu (APTS), Banji Oyeyinka (UNU/Intech), Maghreb Technology (Abd El Kader Djeflat).

2. Un livre va être édité avec tous les documents qui auront été soumis avant le 1er juin.
3. Une publication va être faite avec une sélection de documents.
4. La décision a été prise de continuer le travail entamé à l'atelier.

Les organisateurs locaux étaient : Mammo Muchie (Directeur de Programme/ Responsable du Groupe de travail de l'EADI), Bengt Ake Lundvall (organisateur du System of Innovation Concept) et John Kuada (du Ghana)

Mammo Muchie, University of Middlesex
Mèl: mammo1@mdx.ac.uk

Nouvelles des nos membres et des partenaires

Rôle de la technologie ; les TIC ne sont pas la colonne vertébrale du développement, dit le Commissaire européen

Par Ramesh Jaura

Bonn (IPS) - Poul Nielson, Commissaire européen de la Coopération au développement et de l'aide humanitaire, s'est prononcé contre l'exagération faite concernant le rôle des TIC (technologies de l'information et des communications) dans la lutte contre la pauvreté.

'L'emploi des TIC ne transforme pas un mauvais projet en un bon projet. Un bon projet est celui qui apporte une contribution tangible pour réduire la pauvreté, pas celui qui est vu comme une opération de promotion des TIC' ; c'est ainsi qu'il s'est exprimé cette semaine à Bonn à une réunion d'experts.

La rencontre avait été organisée par le Forum européen de coopération internationale (EUROFIC), conjointement avec l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI) ; elle a été financée par le Gou-

vernement de l'Etat de Rhénanie du Nord Westphalie. Le Gouvernement de l'Etat fédéral, la Ville de Bonn et le Ministère fédéral allemand de la Coopération Economique et du Développement veulent en effet promouvoir Bonn, l'ancienne capitale de l'Allemagne de l'Ouest, comme Centre pour la coopération internationale (le CIC). Nielson a dit : 'On ne doit pas considérer les TIC de façon isolée, mais comme une partie de la stratégie globale de développement'. La Troisième Conférence des NU sur les Pays les Moins Avancés, qui avait été l'hôte de l'Union européenne à Bruxelles du 14 au 20 mai, a été 'un rappel important que, après 5 décades de coopération au développement, les défis du sous-développement et de la pauvreté sont toujours présents'.

La pauvreté n'est pas un concept abstrait, ni une

notion macro-économique. Elle touche les humains dans le monde entier, elle les blesse physiquement et dans leur dignité. Il a ajouté : 'C'est pourquoi la Commission est en train de reformuler sa politique de coopération au développement, en mettant plus l'accent sur la pauvreté'. Il a expliqué aux représentants d'ONGs et aux experts des TIC venus de toute l'Europe à Bonn le 11 juin que la Commission veut se concentrer sur un nombre limité de domaines et de thèmes interpénétrés, pour lesquels elle peut apporter une réelle valeur ajoutée. Le Forum a tiré la conclusion que les TIC devraient être vus comme 'un instrument pour remplir les objectifs actuels de développement, en particulier les buts du développement international, mais on ne doit pas la considérer comme un secteur distinct'. Le Commissaire a cependant ajouté qu'il était favorable à l'emploi des TIC 'dans tous les cas où il y a une demande bien fondée, et là où elle fait partie des procédures normales de prise de décision'. Une récente évaluation de la Commission fournit des exemples d'emploi des TIC comme étant une contribution en réelle valeur ajoutée pour les programmes de développement.

www.euforic.org/about/agm/en/nielson-06-11-01.htm



Promotion du Transfert Mondial des Activités sur les Energies Renouvelables

Une conférence internationale pousse à la création d'une agence internationale des énergies renouvelables (8 – 10 juin à Berlin)

Au niveau de la politique mondiale de l'énergie et de l'environnement, la tâche la plus importante est l'introduction rapide des énergies renouvelables. Ces énergies nécessitent de nombreux transporteurs. C'est pourquoi, le transfert de technologie non-commerciale pour soutenir le renforcement des capacités est une condition sine qua non pour arriver à leur introduction à large échelle - et aussi pour rendre possible le commerce et le transport de technologies d'énergie renouvelable. Le transfert de technologie signifie : donner des conseils à ceux qui développent des programmes nationaux pour le lancement d'énergies renouvelables ; soutenir l'enseignement, la formation, les stages post-universitaires, et les campagnes d'information sur les énergies renouvelables ; aider à ce que s'établisse la recherche régionale, le développement et les centres de transfert ; évaluer et tenir à jour les informations sur les technologies appropriées et les meilleures méthodes ; et en fin, conseiller ceux qui le demandent sur le financement des énergies renouvelables.

EUROSOLAR, l'association européenne pour les énergies renouvelables a organisé du 8 au 10 juin 2001

une conférence internationale qui a mis l'accent sur les initiatives gouvernementales et non-gouvernementales qui sont actuellement prises pour transférer les technologies d'énergie renouvelables. Elle a permis de présenter les principaux domaines d'action et les expériences les plus réussies. Elle a ouvert un débat sur la nécessité de créer une Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). Les activités de transfert de technologie nucléaire de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), qui elle existe déjà depuis longtemps, ont été choisies comme modèle de référence. La conférence a été co-organisée par l'EADI et d'autres ONG actives dans le domaine des énergies renouvelables et/ou du développement. Au cours de son intervention, Thomas Lawo, Secrétaire Exécutif de l'EADI, a présenté les expériences au niveau des états ou au niveau des ONG concernant le renforcement des capacités dans le secteur des énergies renouvelables.

Information : www.eurosolar.org

The Market in Africa/Indian Civil Servants/The Case for Regionalism

European Journal of Development Research, Vol 13, No 1, June 2001

Editor: Christian Lund

Policy Reforms, Market Failures and Inputs Use in African Smallholder Agriculture
Stefano Ponte

Indigenous Small Enterprise Development in Africa: Growth and Impact of the Subterranean Economy
Kempe Ronald Hope, sr.

Market Liberalisation, Household Food Security, and the Rural Poor in Malawi

Alastair Orr, Blessings Mwale, and Donata Saiti

Becoming a „Player“: Ireland and Aid Conditionality with Reference to Sudan

Rob Kevlihan

A Health Production for Quasi-Autarkic Agricultural Households in Rwanda

Christophe Muller

The Transfer Raj: Indian Civil Servants on the Move

Dan Banik

Economic Development in the Newly Independent States: the Case for Regionalism

David L. Bartlett

International Co-operation for Democracy and Good Governance: Moving toward a Second Generation?

Carlos Santiso

Book Reviews

Frank Cass Publishers

Crown House

47 Chase Side, Southgate

London N14 5BP, England

Website: www.frankcass.com

E-mail: sales@frankcass.com



Les Conditionnalités dans la Coopération au Développement - Colloque

4 et 5 octobre 2001, Louvain -la-Neuve (Belgique)

Co-organisation

Justice et Paix, Coordination d'ONG pour la dignité humaine, Entraide et fraternité, Université catholique de Louvain

Objectifs

Au cours des années 90, les conditionnalités imposées aux pays receveurs d'une aide dans le cadre du financement du développement et de la résorption des déséquilibres macroéconomiques dont l'endettement, se sont amplifiées et diversifiées concernant aussi bien le domaine économique que les domaines environnementaux, sociaux et politiques. Cet ampleur prise par les conditions mises à l'intervention financière des bailleurs dans le cadre de la coopération multilatérale et bilatérale, force à s'interroger sur le bien-fondé de ces conditions et sur la relation entre les objectifs visés, le contenu des conditionnalités et les résultats atteints.

Ces deux journées de colloque proposent donc une réflexion sur les conditionnalités prenant en compte d'une part le contexte qui les a vu naître et 'prosperer' d'autre part les forces en jeu dans le débat et dans la mise en oeuvre des politiques d'aide au niveau international.

Il est souhaité que les différents acteurs impliqués par les conditionnalités confrontent leur point de vue, en laissant une large place aux différents regards de la société et de ses acteurs sur le contenu, la pertinence et le fonctionnement des conditionnalités.

Enfin, l'objectif final du colloque est de proposer un agenda de discussions qui permettent aux différents acteurs (ONG et population locale comme acteurs centraux et intellectuels comme un des acteurs dans la réflexion) de se réapproprié l'initiative de la réflexion sur les conditionnalités.

Contact: Jean-Marie Wautelet
UCL/DVLP

Mél: wautelet@dvlp.ucl.ac.be